

des entreprises canadiennes. Les renseignements sur les marchés s'appliquent aux connaissances ou aux idées pratiques difficiles à obtenir sans relations personnelles. Parmi ces renseignements, citons les offres de ventes ou encore les conditions du marché qui peuvent donner une avance au Canada. Le gouvernement fédéral veut exploiter au maximum les missions à l'étranger en fournissant des renseignements courants sur les possibilités commerciales et en assurant rapidement leur diffusion au secteur industriel canadien.

De nouvelles directives seront préparées pour fournir aux entreprises canadiennes des renseignements plus nombreux et plus précis, et ce, dans les meilleurs délais. Pour ce faire, des groupes de spécialistes sectoriels ont été choisis à l'échelle du gouvernement.

Banques multilatérales de développement

Malgré la contribution importante du Canada aux banques multilatérales de développement (BMD), comme le Groupe de la Banque mondiale et plusieurs banques régionales de développement, les entreprises canadiennes ne profitent pas pleinement des possibilités offertes en termes de marchés publics. Le montant des prêts accordés par ces institutions dépasse 40 milliards de dollars américains par an, dont une part non négligeable pourrait intéresser les fournisseurs canadiens.

La pratique d'appel d'offres est relativement régulière et transparente. L'aide technique fournie par les BMD touche des secteurs dans lesquels le Canada est compétitif sur le plan international; ce lien se consolide au même rythme que la sensibilisation à la protection de l'environnement.

Pour améliorer le rendement des entreprises canadiennes, des spécialistes sont mis à la disposition des fournisseurs canadiens pour collaborer étroitement avec eux. Il existe également d'autres options qui seront envisagées pour regrouper les activités du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international et de l'Agence canadienne de développement

international afin de consolider la participation canadienne aux projets des BMD.

Spécialistes du commerce agro-alimentaire

Pour affronter une concurrence internationale de plus en plus vive et profiter des nouveaux débouchés dans le secteur agro-alimentaire, le gouvernement canadien détache un nombre supplémentaire de spécialistes de l'agro-alimentaire et de la commercialisation sur les marchés prioritaires à l'étranger. Ces spécialistes se consacreront à l'élargissement de l'accès aux marchés ainsi qu'à l'expansion des exportations de produits et de services dans ce secteur. Des agents sont déjà en poste au Japon, en Corée du Sud, à Singapour, à Taiwan et au Mexique; d'autres seront nommés sous peu.

Conclusion

Pour revitaliser l'économie canadienne et remettre les Canadiens au travail, le gouvernement doit accroître la part du Canada sur les marchés mondiaux, et ce, face à une concurrence de plus en plus vive. Cela sous-entend qu'il faut attirer un plus grand nombre d'investissements étrangers et encourager les entreprises à tirer profit des techniques de pointe sur lesquelles repose toute avance.

Tant les défis que les possibilités sont énormes. La clé du succès pour une société tranquille et prospère découle de la participation de tous les intéressés aux décisions.

Le gouvernement fédéral invite tous les Canadiens à jouer un rôle au sein de partenariats découlant du Plan de promotion du commerce extérieur du Canada et nécessaires pour la mise en application de son plan d'action.